

FRANCE

Pas d'illusions sur
une éventuelle
régularisation massive
des sans-papiers

«Être de gauche, ce n'est pas régulariser tous les sans-papiers.» C'est dit et c'est le nouveau premier flic de France qui le dit. Dans un entretien donné cette semaine au quotidien le Monde (28 juin 2012) Manuel Valls, ministre de l'Intérieur, décline les grandes lignes de la politique de gauche de l'immigration qui sera formalisée d'abord dans trois circulaires en préparation et dans une nouvelle loi sur l'immigration qui viendra un peu plus tard.

De notre bureau de Paris, Khadjidja Baba Ahmed

Par rapport à l'ère Sarkozy, celle de Hollande ne connaîtra pas, en apparence, de chamboulements notables sur la question de la régularisation des sans-papiers : «Etre de gauche, ce n'est pas régulariser tout le monde et se retrouver dans une impasse. Il faut mener une politique républicaine, conforme aux valeurs de la France, tenir compte de la situation économique et sociale de notre pays et poser, effectivement, des critères.» Ce sont les propos tenus par Valls mais cette absence de changement n'est, a priori (en attendant les textes et leur application), qu'apparente car tout est dans la précision que fournit le ministre sur l'exigence plus qu'impérative de définir des critères de régularisation.

Une circulaire est en préparation pour définir ces critères, informe le ministre : «Les régularisations doivent se faire en s'appuyant sur des critères précis, objectifs, compréhensibles à la fois par ceux qui sont dans cette situation, ceux qui pourraient venir sur notre sol national et nos compatriotes. Ces critères sont les années de présence en France, la situation par rapport au travail, les attaches familiales, la scolarisation des enfants.» Sans les détailler pour l'heure, Manuel Valls insiste, toutefois, sur ce qui le distingue des pratiques antérieures de la droite qui laissaient libre cours aux interprétations multiples par les préfectures des critères d'ailleurs non appliqués d'une façon uniforme sur tout le territoire français ou souvent appliqués avec beaucoup de restrictions. Je veux, dit le ministre, «mettre fin à l'arbitraire». Dans la foulée cependant, il avertit que «les personnes susceptibles d'être refoulées le seront». Et lorsqu'il lui fut demandé si la précision des critères allait conduire à une régularisation plus importante que par le passé, la réponse est sans équivoque : Valls dit qu'il ne pourra régulariser plus que par le passé expliquant que «la situation économique et sociale ne permet pas d'accueillir et de régulariser autant que certains le voudraient». Plus explicite encore, il déclare assumer ce choix et rappelle à l'occasion et pour tous ceux qui, comme Olivier Besancenot, ironisent sur «un ministre de droite qui se serait faulxé dans le gouvernement Ayrault» que la politique qu'il applique «n'est pas celle de Manuel Valls, c'est celle du président de la République et du Premier ministre».

Plus globalement, sur les titres de séjour, le ministre critique sévèrement les pratiques de la droite et se dit «révolté par le sort réservé à ces étrangers qui se retrouvent dans les files d'attente devant les préfectures pour renouveler leurs papiers pendant des heures, la nuit ou dans le froid. Ça n'est pas ça, la France», tonne-t-il.

Le gouvernement va y remédier en légiférant cette année «en créant un titre de séjour intermédiaire d'une durée de trois ans qui permette de stabiliser ceux qui vivent et travaillent de manière régulière sur le sol national. Le ministre a enfin annoncé deux circulaires : l'une pour mettre fin à la rétention des familles et l'autre pour faciliter les naturalisations qui ont chuté, relève le ministre, de 40% ces deux dernières années. Pour Valls, la naturalisation, c'est une réussite pour la France et ne doit plus être pensée comme l'issue d'un parcours du combattant mais comme l'issue d'un processus d'intégration». Il va sans dire que les déclarations de Valls n'ont laissé indifférents ni la gauche autre que le PS et l'extrême gauche qui considèrent que ces nouvelles décisions de Valls – présenté comme le champion de l'aile droite du PS – sont loin d'une politique de gauche d'accueil et d'ouverture, ni la droite qui considère que le fait que le gouvernement ne fixe pas d'objectifs chiffrés de reconduite ; qu'il prépare une circulaire de régularisation des clandestins et limite le recours à la rétention, «il envoie un signal de relâchement aux préfectures et aux forces de l'ordre».

K. B.-A.

AFFAIRE OPPOSANT ALGÉRIE TÉLÉCOM À ZTE
ET HUAWEI ALGÉRIE

Le procès en appel attendu
pour août prochain

Le procès en appel de l'affaire opposant Algérie Télécom aux deux sociétés chinoises ZTE Algérie et Huawei Algérie aura lieu en août prochain, a-t-on appris de source judiciaire sûre. Le procès se tiendra au niveau de la cour d'Alger, après s'être tenu la première fois au niveau du pôle judiciaire spécialisé du centre, au niveau du tribunal de Sidi M'hamed.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Le procès en question a été programmé au lendemain de la grève de la faim observée par l'un des mis en cause dans cette affaire, à savoir Mohamed Boukhari, l'ex- conseiller du défunt Mohamed Maghlaoui, ancien ministre de la Poste et des Télécommunications. Le mis en cause avait été condamné, faut-il le rappeler, à dix-huit années de prison ferme au même titre que Chami Medjdoub, l'autre inculpé dans cette affaire.

Pour rappel, les deux prévenus avaient été condamnés en première instance pour les chefs d'inculpation de «détournements de biens publics et

trafic d'influence». Il y a moins d'un mois, Mohamed Boukhari avait observé une grève de la faim au niveau de la maison d'arrêt pour «revendiquer un procès équitable lors de son jugement en appel». Accusés de «transactions douteuses et de blanchiment d'argent», les deux mis en cause ont été poursuivis par la justice pour avoir «commis entre 2003 et 2006 des transactions douteuses et blanchiment d'argent au préjudice d'Algérie Télécom».

Le tribunal de première instance avait également décidé de saisir les biens de Chami Medjdoub au Luxembourg ainsi que le gel de ses comptes bancaires. La juge

Saloua Derbouchi relevant du pôle judiciaire spécialisé du Centre avait aussi condamné par défaut à dix années de prison ferme, trois cadres des deux sociétés chinoises ZTE Algérie et Huawei Algérie, à savoir Dong Tao, Chen Zhibo et Xiao Chuhfa, pour «trafic d'influence». Des mandats d'arrêt internationaux ont été lancés contre eux. Concernant les personnes morales que sont les deux sociétés chinoises ZTE Algérie et Huawei Algérie, le tribunal leur a infligé une amende de trois millions de dinars chacune ainsi que leur exclusion des marchés publics pendant deux ans pour «corruption et trafic d'influence». Pour rappel, c'est une commission rogatoire ordonnée par le juge en charge de l'affaire de l'autoroute Est-Ouest, à la justice luxembourgeoise, demandant des informations sur les comptes et les sociétés de Medjdoub Chami qui a été à l'origine de ce procès. Parmi les données transmises, figurent des détails sur deux sociétés offshore créées

par Chami aux BVI (îles Vierges britanniques) et dont les comptes, domiciliés au Luxembourg, ont servi pour le transfert de 10 millions de dollars, effectué par deux sociétés chinoises activant en Algérie au profit de Mohamed Boukhari.

Selon l'ordonnance de renvoi, l'affaire a éclaté à l'occasion de l'instruction entamée dans le cadre du dossier de l'autoroute Est-Ouest, suite à une commission rogatoire internationale qui a conduit le juge d'instruction de la 9^e chambre près le pôle judiciaire de Sidi M'hamed au Luxembourg.

L'instruction a ainsi permis de révéler que Mohamed Boukhari et Chami Medjdoub avaient perçu des «pots-de-vin» à l'étranger (Luxembourg) en relation avec des transactions douteuses (en matière de télécommunications et d'Internet) conclues par Algérie Télécom et les deux sociétés chinoises ZTE Algérie et Huawei Algérie.

A. B.

PERSONNES AUX BESOINS SPÉCIFIQUES

65,82% du taux de réussite au bac

Sur les 196 personnes aux besoins spécifiques ayant passé le bac cette année, 129 ont été admises. Soit 65,82% contre un taux national de réussite de 58,84%.

Le ministre de la Solidarité nationale qui a annoncé hier ces résultats, s'est dit «très satisfait». D'ailleurs, les personnes aux besoins spécifiques n'ont pas enregistré les plus gros scores uniquement à l'examen du bac. Elles détiennent les plus forts taux de réussite également à l'exa-

men de 6^e avec 92,02% d'admis et 70,22% au BEM. Par ailleurs, Saïd Barkat, qui s'exprimait en marge de sa visite aux enfants du Sud qui séjournent actuellement au Centre de formation du personnel spécialisé de Birkhadem (Alger), a indiqué qu'une enveloppe de 228 millions de dinars a été allouée par son secteur pour l'organisation de l'opération des séjours solidaires pour les enfants scolarisés et «séjours aérés» au profit des personnes âgées démunies. L'opération, souligne le premier responsable du secteur de la solidarité, est inscrite dans le cadre de la

prise en charge de la population du Grand-Sud et des Hauts-Plateaux. 400 enfants et 45 personnes âgées venues des wilayas de Tamanrasset, Tindouf, Adrar et Illizi bénéficient actuellement d'un séjour estival de 15 jours dans les wilayas d'Alger, Boumerdès, Tipasa et Blida. Le ministre de la Solidarité nationale, qui précise que cette opération qui est à sa deuxième édition et concernera au total près de 8 000 enfants du Sud, soulignera, cependant, qu'«il ne s'agit pas de colonies de vacances».

S. A.

MOSTAGANEM

Les braqueurs de la bijouterie
d'El Hourria sous les verrous

Ils sont quatre mal-fauteurs, âgés de 18 à 22 ans, originaires des cités d'El Arça et d'El Hourria à avoir braqué une bijouterie.

Tous des repris de justice impliqués dans plusieurs affaires similaires, ils ont été épinglés par les éléments de la police judiciaire de la deuxième Sûreté urbaine de la ville de Mostaganem dans

le cadre d'une enquête diligente sur la base de la plainte introduite par la victime. Une déposition qui fait état du vol, sous la menace d'armes blanches, d'un lot de bijoux. Selon les déclarations du plaignant, la bijouterie avait été attaquée la semaine dernière par le groupe de malfaiteurs qui se sont emparés d'un butin composé de pièces en or et de bijoux d'une valeur dépassant les

100 millions de centimes. Présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Mostaganem, les

quatre présumés braqueurs ont été écroués en attendant leur jugement en assises.

A. B.

ORAN

Macabre découverte
à Aïn Frenin

C'est une macabre découverte qu'ont faite les services de sécurité au niveau d'un chalet de Aïn Frenin, commune située à l'est d'Oran, en bordure de mer. En effet, très tôt ce dimanche matin, l'information a été donnée sur la présence d'un corps sans vie d'une jeune femme, visiblement abattue à l'aide d'une arme à feu, portant des plaies au niveau du cou et au bras. Mais les constatations des policiers ne se sont pas arrêtées là puisqu'à 500 m de l'habitation, c'est le corps d'un homme, il s'agirait selon toute vraisemblance de l'époux de la victime, qui lui aussi a été retrouvé mort d'une balle dans la tête. L'arme à feu, nous dit-on, se trouvait à proximité du corps de l'homme, ce qui pourrait attester d'un suicide. Bien que les enquêteurs n'aient pas encore accepté de donner une version des faits précise, l'on pourrait bien se trouver en présence d'un drame familial ayant fini tragiquement. L'enquête permettra de déterminer les causes et aboutissements de ces deux décès.

F. M.